

Confiance et satisfaction politique en Europe : Analyse des « Données European Social Survey »

Carlos Berrout-Amezaga*

Cet article explore les tendances de la confiance et de la satisfaction institutionnelles en Europe à travers une analyse comparative des années 2018 et 2023 du « European Social Survey » (ESS), en se concentrant sur dix-huit pays de l'Union européenne (UE). Les résultats révèlent une hausse globale de la confiance envers la plupart des institutions, suggérant un possible « effet drapeau » induit par les crises récentes. En revanche, la satisfaction à l'égard de l'économie et des gouvernements nationaux a diminué dans de nombreux pays. L'étude met également en lumière une forte hétérogénéité entre pays : l'Autriche et les Pays-Bas enregistrent les baisses les plus marquées de confiance et de satisfaction, liées à des scandales politiques et fiscaux. Enfin, l'article explore les liens entre satisfaction, confiance politique et participation électorale, soulignant que le manque de confiance institutionnelle peut nourrir à la fois l'abstention et le vote contestataire, avec des implications économiques et politiques majeures. En règle générale, une plus grande satisfaction à l'égard du gouvernement est associée à une participation électorale plus élevée. Toutefois, dans certains cas, comme celui de la France, des hausses de confiance et de satisfaction peuvent s'accompagner d'un recul de la participation électorale. Ces résultats invitent à une réflexion sur le rôle central de la confiance dans l'implémentation des politiques publiques, et sur les implications potentielles pour la stabilité économique et politique.

Codes JEL : D72, E6, H11, P16.

Mots-clefs : confiance institutionnelle, performances économiques, participation électorale, *European Social Survey*.

Ces dernières années ont été marquées par une série de chocs successifs, tels que la pandémie de COVID-19, la flambée des prix de l'énergie et l'inflation généralisée induite, qui ont contribué à fragiliser la confiance des citoyens envers les institutions. En l'absence de confiance, les citoyens sont plus enclins à rejeter les institutions traditionnelles au profit de leaders politiques « forts », ce qui fragilise la stabilité politique et contribue à la montée des mouvements populistes (Mascherini, 2024). Cette question soulève également d'importants enjeux économiques. Une forte confiance des citoyens envers le gouvernement peut faciliter la mise en œuvre des politiques publiques, en renforçant leur légitimité et en favorisant l'adhésion de la population à ces politiques. Cela encourage la confor-

mité aux mesures adoptées et peut accroître leur efficacité.

L'objectif de cette étude est d'abord de comparer les niveaux de confiance et de satisfaction institutionnels entre les années 2018 et 2023 pour dix-huit pays de l'Union européenne (UE), en s'appuyant sur les données du « European Social Survey » (ESS). Nous chercherons également à identifier les facteurs susceptibles d'expliquer les pertes de confiance et de satisfaction, qu'ils soient d'ordre économique, politique ou historique. Enfin, cette étude pose les bases d'une réflexion plus large sur les effets de l'érosion de la confiance sur la performance gouvernementale, en particulier sur la capacité des États à mettre en œuvre et faire accepter leurs politiques publiques.

* BETA, Université de Strasbourg, France.

L'étude se structure en trois parties. Dans un premier temps, nous posons les définitions de la confiance et de la satisfaction politique, et la source de nos données. Ensuite, nous examinons l'évolution des niveaux de confiance et de satisfaction entre 2018 et 2023, en soulignant à la fois les tendances générales et les disparités nationales liées aux différents contextes nationaux. Enfin, nous explorons les conséquences électorales et économiques de ces attitudes, en analysant comment les variations de confiance et de satisfaction influent sur la participation électorale et sur la mise en œuvre des politiques publiques.

1. Définitions et cadre de l'analyse

La confiance est un sentiment et concerne du relationnel ; elle implique qu'un individu se rend vulnérable face à un autre individu, un groupe ou une institution qui a la capacité de lui nuire ou de le trahir (Levi & Stoker, 2000). Dans ce sens, la confiance institutionnelle représenterait un sentiment dans lequel les individus ont des attentes quant à la capacité des institutions à agir avec compétence, équité, et dans l'intérêt public, sans abuser de leur autorité ni trahir la confiance du public. La satisfaction, à son tour, est considérée comme un « concept par postulat », i.e. un concept dont la signification n'est pas évidente par la seule observation immédiate (Northrop, 1947). Par conséquent, elle ne peut pas être mesurée directement par une seule question, mais nécessite plusieurs indicateurs (Pirralha & Weber, 2014 ; Northrop, 1947). La satisfaction politique renvoie alors à l'évaluation globale que les individus font du bon fonctionnement du système politique, mesurée notamment par leur satisfaction à l'égard de l'économie nationale et de la « performance » du gouvernement. La confiance des citoyens et leur satisfaction envers les institutions politiques jouent un rôle central dans la stabilité des sociétés démocratiques contemporaines. À travers l'Europe, ces attitudes ont été mises à l'épreuve par une succession de crises économiques, sanitaires et géopolitiques ces dernières années. Pour mieux comprendre l'évolution de ces perceptions, on s'intéressera aux données issues du ESS. Cette enquête est conduite en Europe depuis 2001 et est menée tous les deux ans, comportant un module principal et deux ou plusieurs modules rotatifs qui sont répétés périodiquement (ESS ERIC, 2025a). L'ESS est coordonné par le Consortium européen pour les infrastructures de recherche (ESS ERIC). L'équipe scien-

tifique centrale comprend des institutions partenaires telles que l'Institut Leibniz pour les sciences sociales (Allemagne), l'Agence norvégienne pour les services partagés dans l'éducation et la recherche (Norvège), l'Institut néerlandais pour la recherche sociale (Pays-Bas), entre autres (ESS ERIC, 2025c). L'ESS utilise des méthodes d'échantillonnage probabilistes pour sélectionner des participants âgés de 15 ans ou plus résidant dans des ménages privés, quelles que soit leurs nationalité, citoyenneté ou langue. Traditionnellement, les données sont recueillies par des entretiens en face-à-face assistés par ordinateur, réalisés auprès d'échantillons nationaux représentatifs issus de la population de près de 30 pays (ESS ERIC, 2025b ; Sciences Po, 2025). En France, l'ESS est coordonnée par le Centre de Données Socio-Politiques (CDSP) de Sciences Po. Le CDSP supervise la traduction des questionnaires, les procédures d'échantillonnage, la sélection des instituts de recherche, la formation des enquêteurs, le suivi du travail de terrain et la production des données (Sciences Po, 2025).

Pour cette analyse, nous nous basons sur les données des vagues 9 et 11 de l'ESS. La vague 9 couvre l'année 2018, tandis que la vague 11 l'année 2023. Étant donné que notre intérêt principal réside dans les pays membres de l'UE ayant participé aux deux vagues, nous nous concentrons sur les 18 pays suivants : Autriche (AT), Belgique (BE), Chypre (CY), Allemagne (DE), Espagne (ES), Finlande (FI), France (FR), Croatie (HR), Hongrie (HU), Irlande (IE), Italie (IT), Lituanie (LT), Pays-Bas (NL), Pologne (PL), Portugal (PT), Suède (SE), Slovénie (SI) et Slovaquie (SK). Nous avons choisi d'exclure la vague 10 (2020) de cette analyse afin d'éviter des possibles biais méthodologiques susceptibles d'affecter la comparabilité des résultats. En raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, la collecte des données de la vague 10 s'est étalée sur une période plus longue que d'habitude, et a eu recours à des questionnaires en ligne ou sur papier, en remplacement des entretiens en face à face habituellement utilisés.

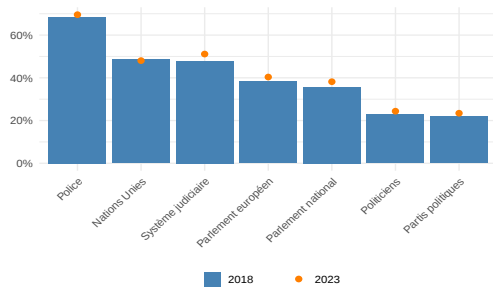
2. Évolution de la confiance et de la satisfaction entre 2018 et 2023 dans l'UE

2.1 Hétérogénéité des niveaux de confiance et satisfaction parmi les institutions et possibles effets de débordement

Cette enquête contient des données sur la confiance dans différentes institutions, y compris le parlement du pays, le système judiciaire, la police, les politiciens, les partis politiques, le Parlement européen et les Nations Unies.

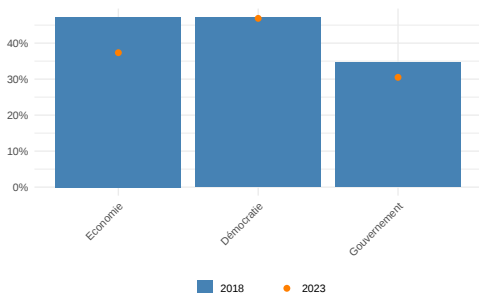
En comparant les réponses de 2018 et 2023, nous observons que les répondants ne font pas confiance à toutes les institutions de la même manière (Figure 1). Bien qu'aucune institution n'atteigne des niveaux de confiance uniformément élevés dans tous les États membres de l'UE, la police ressort comme l'institution avec les niveaux les plus élevés de confiance, suivie par les Nations Unies. En revanche, les partis politiques affichent les niveaux de confiance les plus bas.

Figure 1 : Part des répondants ayant une confiance institutionnelle élevée ou modérément élevée en 2018 et 2023 pour les 18 pays de l'UE



Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'ESS, vagues 9 et 11.

Figure 2 : Part des répondants ayant une satisfaction élevée ou modérément élevée en 2018 et 2023 pour les 18 pays de l'UE



Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'ESS, vagues 9 et 11.

Globalement, il semble y avoir une augmentation de la proportion de personnes exprimant une confiance élevée ou modérée dans la plupart des institutions entre 2018 et 2023. Notamment, la confiance dans le système juridique national semble avoir augmenté, le plaçant comme la deuxième institution avec la plus grande confiance. Une raison possible de cette tendance à la hausse pour presque toutes les institutions pourrait être un « effet drapeau » associé à des crises telles que la pandémie de COVID-19. L'« effet drapeau » représente une situation

lorsque la société est confrontée à des menaces à grande échelle, et que les citoyens ont temporairement tendance à ne faire confiance qu'aux institutions qu'ils croient essentielles pour gérer la crise, augmentant ainsi les niveaux de confiance (Mueller, 1970). Un autre point à considérer sont les effets de débordement. Il existe des cas où la confiance dans une institution peut affecter la confiance dans d'autres, même si elles n'ont rien fait en particulier pour mériter cette confiance. Dominion et al. (2020) suggèrent que la confiance dans le parlement national et dans le Parlement européen sont mutuellement renforcées. Il existe un effet similaire entre les partis politiques et le gouvernement. Si les évaluations publiques des partis politiques

sont négatives, quelle qu'en soit la cause, il est possible que cela déborde et influence les évaluations portées sur le régime dans son ensemble (Dennis, 1975). Toutefois, les différences structurelles entre les systèmes de chaque pays pourraient déterminer si ces effets de débordement prévalent (Miller & Linstead, 1990).

L'ESS distingue entre la confiance et la satisfaction. L'enquête demande aux répondants à quel point ils sont satisfaits de l'état actuel de l'économie dans leur pays, ainsi que de leur gouvernement national et du fonctionnement de la démocratie dans leur pays. Nous observons qu'en 2018, près de la moitié des répondants ont déclaré être satisfaits de l'état de l'économie de leur pays (Figure 2). Cependant, en 2023, cette proportion est tombée en dessous de 40 %. Cette évolution peut s'expliquer en grande partie par une succession de chocs ayant fragilisé les économies européennes et mondiales. Tout d'abord, suite à la pandémie de COVID-19 en 2020, les

point ils sont satisfaits de l'état actuel de l'économie dans leur pays, ainsi que de leur gouvernement national et du fonctionnement de la démocratie dans leur pays. Nous observons qu'en 2018, près de la moitié des répondants ont déclaré être satisfaits de l'état de l'économie de leur pays (Figure 2). Cependant, en 2023, cette proportion est tombée en dessous de 40 %. Cette évolution peut s'expliquer en grande partie par une succession de chocs ayant fragilisé les économies européennes et mondiales. Tout d'abord, suite à la pandémie de COVID-19 en 2020, les

États européens ont accumulé des dettes importantes pour soutenir les ménages et les entreprises, tandis que les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées, entraînant une inflation généralisée (Sevgili et al., 2025). À ces difficultés s'est ajoutée la guerre en Ukraine, déclenchée en février 2022, qui a provoqué une augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, en raison des perturbations des exportations de gaz, de pétrole, de blé et de maïs en provenance de Russie et d'Ukraine. Cette situation a accentué l'inflation, atteignant des niveaux inédits depuis plusieurs décennies dans de nombreux pays (Gourinchas, 2022). En 2023, d'après l'Eurobaromètre, la hausse des prix et l'inflation étaient considérées comme le principal problème auquel l'UE était confrontée (European Commission, 2024).

Cette tendance à la baisse est également observée pour la satisfaction avec le gouvernement national, passant d'environ 35 % en 2018 à un peu plus de 30 % en 2023. Cette évolution pourrait être liée à la manière dont les gouvernements ont géré les crises successives de ces dernières années. La gestion de la pandémie de COVID-19, par exemple, a été perçue de ma-

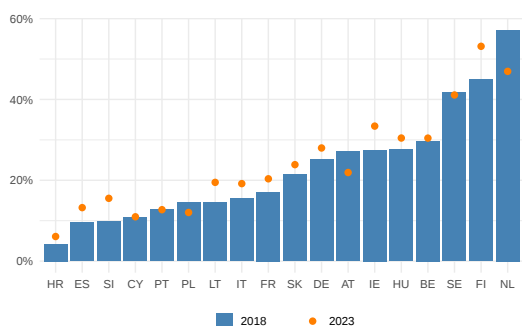
nière contrastée selon les pays européens : en Espagne ou en Pologne, les gouvernements ont été jugés comme n'en ayant pas fait assez, tandis qu'au Danemark ou en Finlande, ils ont parfois été perçus comme en ayant fait trop (OECD, 2024). Ces perceptions ont pu nourrir un sentiment d'insatisfaction. En revanche, près de la moitié des répondants ont exprimé leur satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie dans leur pays en 2018 et 2023, indiquant une tendance relativement stable. Cependant, des études récentes révèlent une insatisfaction croissante dans plusieurs pays européens. Par exemple, une enquête du Pew Research Center réalisée en 2024 a montré que près de 70 % des personnes interrogées en France, en Grèce et en Espagne se disaient insatisfaites de l'état de leur démocratie, un chiffre en hausse par rapport aux années précédentes, en particulier pour la France (Wike et al., 2024).

2.2 Disparités nationales dans la confiance institutionnelle et la satisfaction : le rôle des contextes historiques, des crises politiques et des performances économiques

Bien que la moyenne globale fournisse un aperçu utile, l'analyse

par pays révèle une hétérogénéité significative dans la confiance et la satisfaction entre les pays enquêtés. Un exemple de cette hétérogénéité, comme on peut l'observer sur la Figure 3, apparaît lorsqu'on compare le niveau de confiance dans les politiciens entre 2018 et 2023. Même si en moyenne, environ 23 % des répondants ont exprimé leur confiance dans les politiciens en 2018, en Croatie ce pourcentage n'atteint même pas 5 %, et aux Pays-Bas le ni-

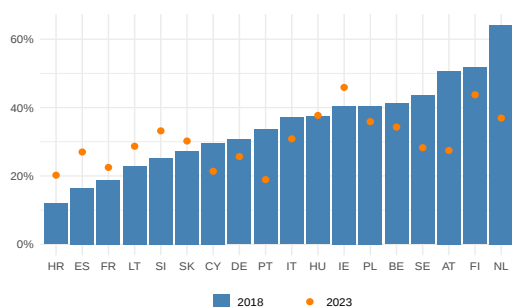
Figure 3 : Part des répondants ayant une confiance élevée ou modérément élevée dans les politiciens en 2018 et 2023, par pays



Note : La figure présente les distributions, au sein de chaque pays, des réponses à la question : « En utilisant cette carte, pouvez-vous me dire, sur une échelle de 0 à 10, dans quelle mesure vous faites personnellement confiance à chacune des institutions que je vais vous énumérer ? 0 signifie que vous n'avez absolument aucune confiance en l'institution, et 10 signifie que vous lui faites entièrement confiance. Tout d'abord ... les politiciens ? ». La part des personnes ayant une confiance élevée ou modérément élevée correspond à celles ayant choisi une réponse entre 6 et 10 sur l'échelle de 0 à 10.

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'ESS, vagues 9 et 11.

Figure 4 : Part des répondants ayant une satisfaction élevée ou modérément élevée dans leur gouvernement en 2018 et 2023, par pays



Note : La figure présente les distributions, au sein de chaque pays, des réponses à la question : « Et maintenant, en pensant au gouvernement de [pays], dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de la manière dont il accomplit son travail ? ». La part des personnes ayant une confiance élevée ou modérément élevée correspond à celles ayant choisi une réponse entre 6 et 10 sur l'échelle de 0 à 10.

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'ESS, vagues 9 et 11.

veau monte à 57 % de répondants. Pour la Croatie, il est possible que la confiance institutionnelle reste faible en raison d'un héritage post-socialiste persistant, marqué par des décennies de régime autoritaire ayant nourri l'idée que l'État a tendance à subordonner les intérêts individuels à ceux du Parti unique (Clark and Wildavsky, 1990 ; Shlapentokh, 1989 ; Mishler & Rose, 1997). Ce contexte historique a laissé aux nouveaux gouvernements démocratiques une population habituée à s'appuyer sur des réseaux personnels plutôt que sur les institutions (Rose-Ackerman, 2001). En conséquence, bien que les citoyens n'expriment pas un manque de confiance per se, leur comportement envers les institutions publiques reste marqué par du scepticisme (Mishler & Rose, 1997).

La tendance que nous observons est une plus grande part de répondants ayant une confiance élevée ou modérément élevée dans les politiciens entre les deux vagues. Cependant, il existe trois pays qui montrent une diminution des niveaux de confiance dans les politiciens entre 2018 et 2023 : l'Autriche, la Pologne et les Pays-Bas. Entre ces deux périodes, ces pays ont tous connu des changements politiques qui ont pu motiver cette tendance. Par exemple, en mai 2019, l'Autriche a été confrontée à une crise politique majeure, couramment désignée sous le nom d'affaire Ibiza. Elle a été déclenchée par une vidéo secrète montrant le vice-chancelier de l'époque, Heinz-Christian Strache, et le chef du groupe parlementaire du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) discutant de possibles actes de corruption, comme l'échange de marchés publics contre un soutien médiatique. La diffusion de cette vidéo a conduit à la démission de tous les ministres du FPÖ, provoquant l'effondrement du gouvernement de coalition. Par la suite, le gouvernement du Chancelier Sebastian Kurz a perdu une motion de censure, une première dans l'histoire de l'Autriche depuis la Seconde Guerre mondiale (BBC, 2019).

Si nous nous concentrons sur la satisfaction à l'égard du gouvernement (Figure 4), nous constatons que pour les trois pays mentionnés précédemment, la satisfaction à l'égard du gouvernement a considérablement diminué entre 2018 et 2023, ce qui pourrait indiquer que ces pays sont moins satisfaits des nouveaux gouvernements qu'ils ont élus par rapport aux précédents. En continuant avec le cas de l'Autriche, la baisse de la confiance dans les politiciens s'explique surtout par un événement politique, tandis que la baisse de satisfaction envers le gouvernement semble liée à des facteurs écono-

miques associés à son action. L'un des principaux problèmes a été la dépendance de l'Autriche au gaz russe, qui est restée élevée tout au long de 2022 et 2023. En décembre 2023, le gaz russe représentait 98 % des importations de gaz de l'Autriche, contre 80 % au début de la guerre en Ukraine en 2022 (Chastand, 2024 ; Kurmayer, 2024), ce qui allait à l'encontre de l'objectif de la Commission européenne visant à éliminer progressivement les importations de gaz russe d'ici 2027. Cette situation a conduit à une inflation record en 2022, atteignant 8,6 %, son niveau le plus élevé depuis 1974, principalement en raison de la hausse des coûts du logement, de l'eau et de l'énergie. À lui seul, le prix du gaz a augmenté de 80,8 % par rapport à l'année précédente (Statistics Austria, 2023). Cette incertitude et la détérioration des perspectives économiques ont probablement contribué à la baisse de la satisfaction à l'égard du gouvernement.

En élargissant l'analyse aux autres pays, on constate que 10 des 18 pays étudiés ont connu une réduction de la satisfaction à l'égard du gouvernement national. En outre, nous constatons que la satisfaction tend à augmenter pour les pays ayant des niveaux initiaux de satisfaction faibles, et à diminuer pour les pays ayant des niveaux initiaux de satisfaction élevés. Cela pourrait refléter une régression vers la moyenne, c'est à dire la tendance des valeurs extrêmes à se rapprocher de la moyenne au fil du temps, ou peut-être que les gouvernements récemment élus n'ont pas réussi à maintenir des attentes élevées ou ont modestement amélioré la satisfaction jusque-là faible.

Pour le cas des Pays-Bas, dont on observe la diminution la plus marquée, nous avons un autre scandale similaire à celui de l'Autriche. La différence est que cette fois-ci il est lié, non pas à une question de corruption, mais à la performance du gouvernement. Entre 2005 et 2019, les autorités fiscales néerlandaises, s'appuyant sur un algorithme autodidacte, ont accusé à tort au moins 26 000 familles de demandes frauduleuses d'allocations familiales. Des enquêtes ouvertes en 2018 ont révélé que ces accusations ont plongé certaines familles dans la ruine financière (Stroobants, 2025). Une enquête parlementaire ultérieure a condamné les méthodes du fisc comme discriminatoires et illégales, forçant le gouvernement du Premier ministre Mark Rutte à démissionner en janvier 2021 (BBC, 2021). Les conséquences ont dépassé la démission des ministres. Lors des élections générales de mars 2021, la perte de confiance de la popu-

lation s'est traduite par un parlement sans majorité : aucun parti n'a obtenu la majorité, et les négociations de coalition entre les quatre principaux partis se sont étalées pendant neuf mois, une durée record qui a accru l'incertitude quant à la stabilité politique des Pays-Bas. Ce n'est qu'en décembre 2021 que le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) du Premier ministre a finalement réussi à former une nouvelle coalition (Le Monde avec AFP et Reuters, 2021).

3. Confiance dans le gouvernement, satisfaction et comportements électoraux

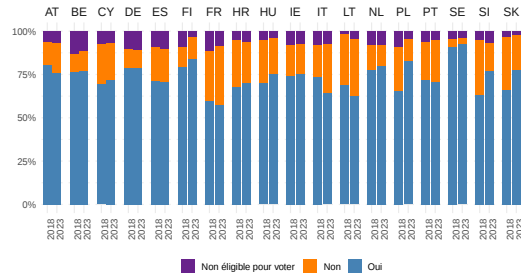
La satisfaction décroissante à l'égard du gouvernement et la détérioration des perceptions économiques incitent souvent les citoyens à réévaluer leurs stratégies de vote (Fiorina, 1978). L'ESS offre des perspectives sur cette dynamique, comme on peut l'observer sur la Figure 5. En Pologne, par exemple, où l'on constate une diminution de la satisfaction et de la

parfois inciter les citoyens à s'engager davantage dans la politique dans l'espoir de provoquer un changement lors des élections. En revanche, le cas de l'Autriche montre également une diminution de la satisfaction à l'égard de l'économie et du gouvernement, mais cette fois-ci couplée à une baisse de la participation électorale. Dans ce contexte, les électeurs peuvent également choisir de s'abstenir de voter en raison de la dissatisfaction, ce qui peut conduire à un désengagement du processus politique s'ils estiment que leur vote est peu susceptible d'apporter un changement significatif. Cela est illustré par le « paradoxe du vote », qui suggère que les individus peuvent choisir de ne pas voter s'ils pensent que leur vote unique est peu susceptible d'affecter le résultat d'une élection. Cela découle du calcul selon lequel le coût du vote, en termes de temps et d'effort, peut être supérieur au bénéfice perçu, étant donné la faible probabilité qu'un seul vote soit décisif (Downs, 1957).

Dans la plupart des pays, la confiance et la satisfaction varient dans le même sens, mais dans certains cas, elles évoluent de manière divergente. En Italie, en Allemagne, en Belgique et en Finlande, la

confiance a augmenté, mais la satisfaction à l'égard du gouvernement a diminué. L'effet sur la participation électorale est mitigé : en Italie, la participation a diminué, en Finlande, elle a légèrement augmenté, mais en Allemagne et en Belgique, il n'y a pas eu de changement. La France présente un cas intéressant : la confiance et la satisfaction ont augmenté légèrement, mais elle continue d'avoir l'un des taux de participation électorale les plus bas parmi les pays étudiés, et ce taux a encore diminué entre 2018 et 2023. Ce cas, couplé aux cas précédents, suggèrent que même lorsque la confiance ou la satisfaction s'améliorent, la faible satisfaction initiale, ou même des facteurs structurels ou

Figure 5 : Pourcentage des répondants ayant voté à la dernière élection nationale en 2018 et 2023, par pays



Note : La figure présente, pour les deux vagues d'enquête, les distributions des réponses au sein de chaque pays à la question suivante : « Certaines personnes ne votent pas de nos jours pour une raison ou une autre. Avez-vous voté lors de la dernière élection nationale en [pays], en [mois/année] ? ».

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'ESS, vagues 9 et 11.

Figure 6 : Relation entre le niveau de satisfaction à l'égard du gouvernement et le taux de participation électorale déclarée en 2018, par pays



Note : La figure illustre la relation, estimée par régression linéaire, entre le taux de satisfaction moyen déclarée à l'égard du gouvernement et la proportion de répondants ayant déclaré avoir voté lors de la dernière élection nationale.

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'ESS, vague 9.

confiance, on observe aussi une augmentation du taux de participation électorale. Cela est cohérent avec l'idée que le mécontentement peut

suggèrent que même lorsque la confiance ou la satisfaction s'améliorent, la faible satisfaction initiale, ou même des facteurs structurels ou

culturels (tels que les perceptions de l'efficacité du vote) pourraient encore conduire à une participation électorale plus faible.

Malgré ces différences nationales, on observe que globalement, plus on a de la satisfaction dans le gouvernement, plus on a tendance à aller voter (Figure 6). La littérature confirme que la confiance dans le gouvernement est étroitement liée non pas seulement à la participation, mais aussi au choix politique. La confiance tend à stimuler la participation électorale, car les citoyens méfiants sont moins motivés à voter. De plus, de faibles niveaux de confiance politique sont associés à un vote pour l'opposition et à un vote populiste (Algan et al., 2017 ; Gabriel et al., 2023 ; Hooghe, 2017). Ces comportements électoraux influencés par la confiance politique peuvent à leur tour avoir des conséquences économiques importantes. Les choix électoraux marqués par la méfiance peuvent engendrer une incertitude politique accrue, affectant la stabilité institutionnelle et la prévisibilité des politiques économiques (Alesina et al., 1996 ; Funke et al., 2016). Algan et al. (2017) vont plus loin en affirmant que la perte de confiance observée après la Grande Récession était due à l'augmentation du chômage résultant de cette crise, et qui a conduit à la montée du populisme.

En plus de son impact sur les décisions électorales, la confiance dans le gouvernement et la satisfaction jouent un rôle important dans la transmission des politiques économiques. Un niveau de confiance élevé pourrait faciliter l'implémentation des politiques annoncées, tandis que la méfiance peut limiter leur efficacité via des mécanismes comme la conformité avec les politiques (Besley & Dray, 2024). Bien que la science politique et la psychologie offrent des éclairages sur la manière dont la confiance dans les institutions favorise la conformité, les recherches économiques sur ce mécanisme demeurent limitées, en particulier par rapport à la politique budgétaire. La plupart des études se concentrent sur des pays ou des régions spécifiques, ou les différents contextes économiques pourraient affecter cette relation. Toutefois, une exception importante est l'étude de Batrancea et al. (2019), qui analyse des données provenant de 44 pays et montre que tant la confiance envers les autorités que la perception de leur pouvoir sont des déterminants clés des intentions des individus de se conformer à leurs obligations fiscales. La conformité répond à la légitimité, un concept qui, comme la confiance, comporte une dimension psychologique qu'il convient de prendre en compte. La légitimité conduit les in-

dividus à percevoir les règles et les autorités comme appropriées et justes, les incitant ainsi à répondre aux politiques volontairement par devoir, plutôt que par crainte d'une sanction (Tyler, 2006). La confiance dans les institutions pourrait non seulement encourager la coopération, mais aussi renforcer leur légitimité, ce qui accroît à son tour la capacité des autorités à obtenir un respect volontaire des règles et des lois. En ce sens, le risque perçu de sanction jouerait un rôle mineur dans la conformité une fois la légitimité établie (Hough et al., 2010).

4. Conclusion

L'analyse comparative des données de l'ESS pour les années 2018 et 2023 confirme une hétérogénéité entre institutions mais aussi entre pays à travers l'Europe. La police et le système judiciaire bénéficient globalement de niveaux de confiance relativement élevés, mais les partis politiques, les politiciens et le gouvernement restent fragilisés en termes de confiance et de satisfaction. Les variations entre pays, qu'il s'agisse de l'héritage post-socialiste en Croatie, des scandales politiques comme en Autriche, ou des scandales fiscaux aux Pays-Bas, illustrent la sensibilité de l'opinion publique aux événements conjoncturels. Également, les différents pays de l'UE ont été frappés par des chocs qui ont pu affecter tous les pays de manière homogène, comme la pandémie et la flambée des prix énergétiques.

Notre analyse met en évidence des liens entre la confiance institutionnelle, le comportement électoral, pouvant aller jusqu'à provoquer des alternances politiques ou des renversements de gouvernement. La détérioration de la confiance et de la satisfaction vis-à-vis du gouvernement ne s'accompagne pas d'un effet uniforme sur la participation électorale : elle est parfois corrélée à une hausse de la mobilisation, mais aussi de fois à un renforcement de l'abstention. Cela pourrait jouer un rôle important dans la stabilité des gouvernements et l'efficacité des politiques publiques. Lorsque les citoyens perçoivent leurs autorités comme légitimes et compétentes, ils sont plus enclins à adopter spontanément les mesures proposées, au-delà de la simple crainte de sanctions. Si des disciplines comme les sciences politiques et la psychologie ont déjà exploré les déterminants de la confiance et ses effets sur les attitudes citoyennes à l'égard des politiques publiques, il serait pertinent d'approfondir l'analyse des mécanismes par lesquels la confiance ou la méfiance modifient les compor-

tements économiques (consommation, épargne, investissement) et influencent l'efficacité de la politique budgétaire et monétaire.

Références bibliographiques

- Alesina, A., Özler, S., Roubini, N., & Swagel, P. (1996), « Political instability and economic growth, » *Journal of Economic growth* 1, 189-211.
- Algan, Y., Guriev, S., Papaioannou, E., & Passari, E. (2017), « The European trust crisis and the rise of populism, » *Brookings papers on economic activity* 2017(2), 309-400.
- Batrancea, L., Nichita, A., Olsen, J., Kogler, C., Kirchler, E., Hoelzl, E. & Zukauskas, S. (2019), « Trust and power as determinants of tax compliance across 44 nations, » *Journal of Economic psychology* 74, 102191.
- BBC (2019), *Sebastian Kurz, Austrian chancellor, ousted by MPs after video row.*
- BBC (2021), *Dutch Rutte government resigns over child welfare fraud scandal.*
- Besley, T., & Dray, S. (2024), « Trust and state effectiveness : the political economy of compliance, » *The Economic Journal*, 134(662), 2225-2251.
- Bol, D., Giani, M., Blais, A., & Loewen, P. J. (2021), « The effect of COVID-19 lockdowns on political support : Some good news for democracy ? » *European journal of political research* 60(2), 497-505.
- Chastand, J-B. (2024), « L'Autriche incapable de sortir de sa dépendance au gaz russe, » *Le Monde*.
- Dennis, J. (1975), « Trends in public support for the American party system, » *British Journal of Political Science* 5(2), 187-230.
- Dominioni, G., Quintavalla, A., & Romano, A. (2020), « Trust spillovers among national and European institutions, » *European Union Politics* 21(2), 276-293.
- Downs, A. (1957), « An economic theory of democracy, » *Harper and Row*, 28.
- European Commission (2024), *Standard Eurobarometer 99 - Spring 2023.*
- European Social Survey European Research Infrastructure Consortium (ESS ERIC) (2023), *ESS round 9 - 2018. Timing of life, Justice and fairness. Sikt - Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research.*
- European Social Survey European Research Infrastructure Consortium (ESS ERIC) (2024), *ESS round 11 - 2023. Social inequalities in health, Gender in contemporary Europe. Sikt - Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research.*
- European Social Survey European Research Infrastructure Consortium (ESS ERIC) (2025a), *About the European Social Survey. European Research Infrastructure Consortium (ESS ERIC).*
- European Social Survey European Research Infrastructure Consortium (ESS ERIC) (2025b), *Data Collection : Face-to-Face Methodology.*
- European Social Survey European Research Infrastructure Consortium (ESS ERIC) (2025c), *Structure and Governance.*
- Fiorina, M. P. (1978), « Economic retrospective voting in American national elections : A micro-analysis, » *American Journal of political science* 22(2), 426-443.
- Funke, M., Schularick, M., & Trebesch, C. (2016), « Going to extremes : Politics after financial crises, » 1870-2014, » *European Economic Review* 88, 227-260.
- Gabriel, R. D., Klein, M., & Pessoa, A. S. (2023), « The political costs of austerity, » *Review of Economics and Statistics*, 1-45.
- Gourinchas, P.-O. (2022), « La guerre assombrit les perspectives de l'économie mondiale tandis que l'inflation s'accélère, » *IMF Blog*.
- Hooghe, Marc. (2017), « Trust and elections, » *The Oxford Handbook of Social and Political Trust*.
- Hough, M., Jackson, J., Bradford, B., Myhill, A., & Quinton, P. (2010), « Procedural justice, trust, and institutional legitimacy, » *Policing : a journal of policy and practice*, 4(3), 203-210.
- Kurmayer, N-J. (2024), « Austria's dependence on Russian gas rises to 98%, two years after Ukraine war. » *Euractiv*.
- Le Monde avec AFP et Reuters, (2021), « Pays-Bas : accord de coalition pour former un gouvernement au terme de neuf mois de discussions, » *Le Monde*.
- Leontief W. W. (1927), « Über die Theorie und Statistik der Konzentration », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* 126, 301-311. Traduction anglaise : « The Theory and Statistical Description of Concentration », reproduite dans Leontief, *Essays in Economics. Theories*,

- Facts and Policies*, vol.2., Basil Blackwell, Oxford, 1977, chap.2, 10-23.
- Levi, M., and Stoker, L., (2000), « Political Trust and Trustworthiness, » *Annual Review of Political Science* 3, 475– 507.
- Mascherini, M. (2024), « Trust in crisis : Europe's social contract under threat, » in *10 reasons to Use Your Vote*, Eurofound.
- Miller, A. H., & Listhaug, O. (1990), « Political parties and confidence in government : A comparison of Norway, Sweden and the United States, » *British journal of political science* 20(3), 357-386.
- Mishler, W., & Rose, R. (1997), « Trust, distrust and skepticism : Popular evaluations of civil and political institutions in post-communist societies, » *The journal of politics* 59(2), 418-451.
- Mueller, J.E. (1970), « Presidential popularity from Truman to Johnson, » *American Political Science Review* 64(1) : 18–34.
- Northrop, F.S.C. (1947), « The logic of the sciences and the humanities, » *The Macmillan Company*, New York. 397 pp.
- OECD (2024), *Society at a Glance 2024 : OECD Social Indicators*, OECD Publishing, Paris.
- Pirralha, A., & Weber, W. (2014), « Evaluations of the measurement of the concepts 'Political Satisfaction' and 'Quality of state services', » *RECSM Working Paper* 40.
- Rose-Ackerman, S. (2001), « Trust and honesty in post-socialist societies, » *Kyklos* 54, 415-544.
- Sciences Po. (2025), *European Social Survey (ESS)*.
- Sevgili, C., Laudani, P., Parodi, A., & Chiumento, A. (2025), « COVID-19 shut us down five years ago. Here's how its economic impact continues, » Reuters.
- Statistics Austria. (2023), « Annual inflation increased to 8.6% in 2022 : Household energy and fuels were the main price drivers" (Press Release No. 12 982-010/23).
- Stroobants, J-P. (2025), « Aux Pays-Bas, le coût d'un scandale sur les allocations familiales qui engorge les tribunaux », *Le Monde*.
- Tyler, T. R. (2006), « Psychological perspectives on legitimacy and legitimation, » *Annual Review of Psychology* 57, 375–400.
- Wike, R., Fetterolf, J., Smerkovich, M., Austin, S., Gubbala, S., & Lippert, J. (2024), *Representative Democracy Remains a Popular Ideal, but People Around the World Are Critical of How It's Working*, Pew Research Center.